

Commémoration à Saint-Martin-de-Ré

Allocution de Denise Jourdan

Samedi 8 décembre 2018

(Seul le prononcé fait foi)

Monsieur le Maire, mesdames et messieurs les élus,

Mesdames et messieurs représentant les anciens combattants et les associations de mémoire de la Résistance et du combat antifasciste,

Chers amis chers camarades,

Nous tenons tout d'abord à remercier Monsieur le maire de St-Martin de Ré qui dès qu'il a eu connaissance de notre intention de venir fleurir cette plaque le 8 décembre nous a annoncé la participation de sa ville, sa présence et son souci d'informer les Rétaises et les Rétais de notre initiative.

Par ce remerciement nous n'oublions pas d'associer St Martin de Ré et ses élus de leur soucis chaque année de fleurir cette plaque qui rappelle la raison de notre présence aujourd'hui.

Être ici ce jour est pour certains et certaines d'entre nous un très moment fort. Danièle qui d'ici quelques instant vous dira ce que fut la vie des internés au travers des souvenir de son père, Lucienne qui au nom de l'Amicale Châteaubriant-Voves-Rouillé-Aincourt fleurira la plaque et moi-même sommes trois filles de ces internés, tous trois syndicalistes de la CGT et communistes.

Enfants, chaque année, lors des moments commémoratifs et du banquet annuel, nous les entendions parler de ce qu'ils avaient vécu.

Nous savions qu'ils avaient été internés ici. Si nous savions beaucoup de la fraternité, les solidarités voire les complicités ici qui leur ont permis de tenir, les actes de courage de la population qui leur manifestait sympathie, nous ne savions que peu de leur vie quotidienne. Le travail forcé, tout comme les conditions de leur libération, tout un pan d'histoire dont il faut réunir toutes les pièces pour enfin en grand l'écrire.

Il y a 74 ans le 3 décembre 1944, plusieurs centaines d'homme toujours prisonniers sortaient de ce pénitencier pour rejoindre la Rochelle. Ces internés administratifs, prisonniers politiques certains sans jamais de peine prononcée, ni jugement, entrevoyaient l'horizon de la liberté, au bout de cinq années faites d'internement, de transfert de camps en camps, de prisons en prisons.

Années scandées par les départs vers les pelotons d'exécution de leurs camarades fusillés comme otage, voyant partir vers d'autres camps ceux dont le plus grand nombre ne reviendront pas.

Ce statut d'otage, tous l'ont porté sur leurs épaules. Cette pression morale aggravant les privations, les soins aléatoires, le travail forcé, l'inquiétude sur leur famille ou la peine de savoir des proches tués, déportés.

Ils n'ont pu y résister que par une solidarité de tous les instants. Danièle Abbachi va dans quelques instants rappeler ce que fut ce moment de leur internement et de leur libération de la prison de St Martin de Ré.

L'année prochaine, 75^e anniversaire de la libération de notre pays sera celui de la fin du cauchemar pour ces prisonniers politiques, derniers libérés sur le territoire métropolitain ,10 jours après que la 2^e DB du général Leclerc soit entrée dans Strasbourg.

L'an prochain, pour ce 75^e anniversaire nous comptons donner une dimension plus solennelle à un évènement qui pour certaines et certains d'entre nous présent aujourd'hui a marqué toutes notre vie d'enfant puis d'adulte. Pour cette année, nous tenions à la fois à cette dimension visibles permettant de saluer les Rétais et, plus intimes nous faisant nous retrouver pour la première fois aux portes de la maison centrale.

Les internements pour raison administrative des détenus politiques commenceront dès 40. La prison de St-Martin jusqu'au 13 août 1941 en accueillera un certain nombre. Le Centre pénitentiaire passe alors sous l'administration allemande de l'organisation Todt. Les troupes allemandes prennent possession de la citadelle et évacuent le personnel ainsi qu'une partie des détenus.

La plus grande partie des internés administratifs (politiques) est envoyée au camp de Mérignac (près de Bordeaux), vers Châteaubriant ou à la centrale de Fontevault, mais aussi dans les camps d'internement du sud de la France voire même en Algérie.

Dés le mois de mai 43 comme sur tout le littoral, les détenus politiques travaillant à l'extérieur de la citadelle environ 350 sont installés dans des camps de « Travailleurs surveillés » palliant l'insuffisance de locaux en dur.

En 1944, l'afflux de détenus, environ 800, va nécessiter l'ouverture d'un camp à l'extérieur de la citadelle.

Le 25 février 1944, ce sont 100 condamnés politiques qui viennent du centre d'internement de Pithiviers principalement des anciens de Châteaubriant et de Voves. Nos pères étaient de ce convoi-là.

Le 9 août de la même année, le camp de « travailleurs surveillés » de Laleu y est transféré après un violent bombardement aérien.

Ces politiques sont requis pour les travaux de défense côtière de l'île et, travail forcé, s'y rendent sous escorte de sentinelles allemandes appartenant au S.K. (Schutz Kommandos), le service de garde de l'organisation Todt. Début 1944, sur Ré, le S.K. a un effectif de 200 hommes, provenant presque entièrement de la sinistre L.V.F., portant une tenue bleue marine avec un brassard jaune « Deutsch Wehrmacht ».

Cette commémoration de 2018 pour discrète qu'elle soit ouvre des horizons de travail. Ces internés administratifs présent par centaines en Charente-Maritime mais dans bien d'autres lieux, qui sont-ils ? Qu'est-ce qui les conduits à cet internement arbitraire ? Que leur reprochait-on. Mais d'abord, combien furent-ils ? D'où venaient-ils ? Quelles activités, quels métiers exerçaient-ils ?

L'histoire reconnaîtra que c'est leur lucidité qui portait l'avenir, la paix et la liberté. Quel prix ont-ils payés pour cela jusqu'à la mort pour nombre d'entre eux.

Dans le Pays libéré, à la limite de leur force, dès leur libération ceux qui survivront participeront sa reconstruction, en seront les animateurs politiques, syndicaux, économiques, sociaux, culturels, associatifs, sportifs. Ils porteront témoignage autour d'eux, mais aussi dans les écoles, collèges et lycées jusqu'au bout de leur vie pour dire ce que fut le fascisme en France, la collaboration avec le nazisme et porter cette actualité de l'impératif combat à mener contre la bête immonde.

Nous aurons l'occasion d'y revenir, mais d'ici l'année prochaine nous pensons commencer à organiser un travail d'histoire sur les internés administratifs-politiques. Bâtir une sorte de mémorial accumulant connaissances de ces parcours de vie. L'idée s'est imposé à nous tant est méconnue l'histoire de ces milliers de ceux qui, dans et hors l'internement, participèrent à la mesure de leur moyens et sans jamais baisser les bras à la lutte antifasciste. Une lutte engagée pour les plus anciens dès 1933, qui les conduira en prison sur décision des munichois s'appuyant sur les décret Daladier de 1938, ceux qui en juillet 40 trahirent la république et donneront les pleins pouvoir à Pétain.

Danièle Abbachi à partir du témoignage de son père va maintenant évoquer plus particulièrement leur histoire, je vous remercie et lui passe la parole.

Denise Jourdan

Saint-Martin-de-Ré

le 08 décembre 2018